

Que représente l'Alliance centriste et pourquoi sa participation au scrutin européen ?

C'est une formation qui existe depuis bientôt une vingtaine d'années. Elle fait partie de la sphère du centre-droit. Etre centriste, par définition, c'est le point le plus éloigné des extrêmes. Donc la modération est au coeur de nos engagements. La liberté aussi.

Nous ne faisons pas partie du cartel de la majorité présidentielle Ensemble mais avec notre quinzaine de parlementaires nous sommes une force qui compte dans le paysage politique.

Concernant le prochain scrutin, nous nous positionnons positivement sur l'Europe qui est quelque chose d'essentiel et de fondamental. Nous voulons éviter d'entrer dans un système dans lequel nous serions dominés par les Américains, les Chinois, et les Russes. Il y a des enjeux importants, par exemple l'Ukraine où c'est le devenir de notre continent qui se joue.

Bien sûr, il faut aussi que cette Europe protège plus qu'elle ne contraigne, qu'elle soit bien comprise de nos concitoyens, plus identifiée, plus équilibrée, moins technocratique, une Europe de proximité et, à partir de là, tous les procès d'intention qui lui sont faits se lèveront d'eux-mêmes.

Nous voulons que les enjeux relatifs aux territoires en général, et à la ruralité en particulier, soient au cœur de cette élection européenne. Nous avons coconstruit un programme avec l'ensemble des acteurs de la ruralité. Nous disons principalement qu'il faut respecter et libérer le monde agricole et que la vraie écologie, c'est nous, c'est-à-dire les ruraux, car nous participons de l'entretien du paysage et de l'équilibre de territoires, ce ne sont pas des personnes qui viennent de grandes villes avec une vision dogmatique et une volonté technocratique. Nous défendons une écologie pragmatique, pas celle des bobos parisiens.

« L'avenir dans le bon sens », ça signifie quoi ?

Nous voulons qu'il y ait une prise en compte des éléments de solidarité intergénérationnelle. Nous ne pouvons pas continuer à creuser le déficit du pays comme le font malheureusement le président de la République et la majorité, et à reporter la charge de la dette sur les générations futures. « *L'avenir dans le bon sens* », c'est aussi écouter les acteurs de terrain et défendre une option d'équilibre des territoires.

Concrètement comment parvenir à cet équilibre des territoires ?

Avec Jean-Christophe, nous avons fait le constat que l'Europe a un déficit d'incarnation. Aujourd'hui, sur les 81 eurodéputés qui représentent la France, la quasi-totalité sont dans l'anonymat et personne ne sait à qui s'adresser quand on a un message à porter à l'échelle européenne. Nous proposons que ces 81 députés soient élus dans 81 circonscriptions départementales ou bi-départementales, ainsi qu'une départementalisation des crédits européens.

A deux, nous essayons de construire une nouvelle donne, d'être dans des stratégies montantes et non plus descendantes comme



c'est le cas aujourd'hui à l'échelle nationale et européenne. Pour mieux répondre aux préoccupations de nos citoyens, il faut partir des territoires, des besoins exprimés par les élus, les forces vives syndicales et patronales, les représentants des collectivités et des associations, en gros la société civile, et à partir de là faire remonter un certain nombre de choses.

Le bon sens, c'est de dire que pour le loup et l'ours, il y a des secteurs dans lesquels ils seront intégralement protégés, d'autres où ils seront tolérés, et d'autres, où la présence de ces grands prédateurs est incompatible avec une activité agricole d'élevage.

Est-ce que la participation citoyenne fait partie de votre programme ?

Bien entendu, écouter les territoires, c'est écouter nos concitoyens. Par contre, nous ne mettons pas sur le même niveau la parole et l'engagement de personnes qui ont reçu l'onction du suffrage universel par l'élection par rapport à celle de personnes qui ne représentent qu'elles-mêmes ou des associations. Tout ce qui va dans le sens du dialogue et de l'écoute est positif mais, in fine, il y a un élément de responsabilité et il ne peut être porté que par les élus.

Pensez-vous pouvoir atteindre le seuil de 5% qui permet d'avoir des élus au Parlement européen ?

L'Europe n'est qu'une étape. Nous nous positionnons sur la durée avec l'objectif de pouvoir occuper un espace dans lequel puissent se retrouver des personnes qui veulent que les choses changent mais sans pour autant basculer dans l'extrémisme.

Avec Jean-Christophe, nous allons lancer Le Centre. Issu de la démocratie chrétienne, ce mouvement, comme son nom l'indique, s'inscrit dans l'idée de remettre l'Homme et les territoires 'au centre'. Je n'ai aucune ambition personnelle. Je veux simplement servir mon pays.